

Propositions de compléments du Programme électoral.

Bruno Springuel

Notre modèle de société « SOLIDAIRE » est compromis.

Votez « Oui » pour une Constitution européenne remodelée... pour qu'une Europe Sociale et Environnementale soit crédible. Ci-après, nous vous proposons une solution efficace à introduire dans la Constitution européenne.

Les solutions d'une Europe sociale sont politiques.

Le grand marché mondial libéralisé a besoin de règles logiques efficaces qui rencontrent l'intérêt des entreprises et des consommateurs. Des règles positives sont beaucoup plus efficaces que la répression. Il n'y a d'ailleurs pas d'autorité supranationale capable de contrôler et d'imposer des sanctions efficaces.

En effet grâce à vos choix, par vos achats, vous contribuez au financement de la solidarité. Lorsque vous achetez auprès de ces entreprises, vous leur cédez une somme d'argent qui, en partie, va être versée à l'Etat. L'Etat peut ainsi payer les écoles pour nos enfants, les hôpitaux, nos pensions, les services, assurer notre sécurité... En bref, ce que nous appelons le « **BIEN COMMUN** », la « **SOLIDARITE** ». Une solidarité qui donne à chacun sa chance. Pour se développer, être en bonne santé.... Le rôle de l'état est de créer les règles et les circonstances pour que chacun puisse vivre en harmonie dans la société. Chacun, nous avons des « **DROITS** » et des « **DEVOIRS** » auprès de nos concitoyens. Savez-vous que vous parvenez par vos choix d'acheteur à honorer vos devoirs

Trouvez-vous normal qu'une grande partie de l'argent que nous dépensons lors de nos achats ne soit **pas** comptabilisé au total des impôts que nous payons à l'Etat ? Pourtant cet argent participe grandement aux entrées fiscales de l'Etat ! Notre proposition est de les comptabiliser en créant une valeur appelée « bien commun ».

Pour nous, dès lors, la situation actuelle est logique, notre société s'individualise. Il est normal que chacun essaye d'optimiser ses intérêts. Le coût de la solidarité est soumis au jeu de la concurrence des prix. Vous

comprendrez aisément que les produits et services les plus intéressants pour nos portefeuilles sont ceux qui sont le moins affectés par les coûts sociaux, environnementaux et salariaux respectueux des travailleurs. Actuellement, le coût de la solidarité doit être compensé par plus de compétitivité. La solidarité est ainsi compromise puisqu'elle n'est pas applicable à toutes les activités économiques. Elle n'est accessible qu'au plus compétitif. Notre proposition vise à rompre cette logique individualiste.

Si nos politiques mettent en place cette comptabilité totale, notre système de solidarité deviendra le ferment solide du développement durable accessible à tous.

Cependant, certaines personnes, entreprises, pour prendre possession du marché tirent profit de cette distorsion de concurrence occasionnée par le coût de la solidarité et du développement durable. De même, beaucoup d'entreprises sont contraintes, pour leur survie, d'en faire autant, comme par exemple en délocalisant partiellement ou totalement.

Nous sommes au tournant le plus décisif de notre histoire de solidarité. La Constitution européenne pourrait devenir le ferment d'une Europe sociale forte, solidaire et exemplaire...

Mobilisez-vous pour un OUI pour l'Europe. Raisonnez nos politiciens pour qu'ils prennent conscience et incorporent dans notre Constitution européenne les règles efficaces, qui rencontrent les intérêts particuliers de chacun de nous. Ainsi, notre modèle d'Europe SOLIDAIRE se construira sur des bases solides.

Découvrez à quel point cette comptabilité est une solution efficace à nos problèmes économiques et sociaux. Nous avons créé un jeu et une feuille de calcul sous Excel qui vous démontrera son efficacité sociale et environnementale (<http://economiesolidaire.eu>).

A vous de jouer.

Merci pour votre intérêt, votre participation, vos commentaires, vos compléments...«L'union fait la force», nous parviendrons ensemble à construire les bases d'un monde meilleur pour tous.

Stephane Van Oost

Débat: **Proposition de valorisation de la sécurité sociale.**

L'objectif de cette proposition est de rétablir un consensus sur la sécurité sociale, la rendre plus transparente et raisonnable quant à ses fins et lui donner un cadre hors duquel elle ne puisse sortir aisément.

Le taux de sécurité social est une variable qui doit être clairement définie dans la société. La non-gestion de ce cadre par la collectivité depuis trente ans a lourdement compromis

l'avenir de la création de valeurs économiques (des salaires) dans nos sociétés

Comme l'attachement à la sécurité sociale est une valeur assez partagée dans nos régions et pays, face à la mise en place d'une concurrence commerciale acharnée de la part de sociétés qui n'intègrent aucune sécurité sociale dans les produits et services vendus sur le marché mondial, la réorganisation de la société sur les notions de bien commun et de leur quantité est absolument nécessaire.

L'objectif de cette négociation à mettre en place dans les services responsables de la société, est d'éviter la dispari-

(Suite page 11)